



Assemblée générale

Distr. générale
4 octobre 2021
Français
Original : espagnol

Soixante-seizième session

Point 8 de l'ordre du jour

Débat général

Lettre datée du 29 septembre 2021, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Chili auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration écrite communiquée par la délégation chilienne, dans l'exercice de son droit de réponse aux propos que le Président de l'État plurinational de Bolivie, Luis Arce Catacora, a tenus le 23 septembre 2021, lors de la soixante-seizième session ordinaire de l'Assemblée générale (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 8 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent du Chili
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Milenko **Skoknic Tapia**



**Annexe à la lettre datée du 29 septembre 2021 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent du Chili
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Réponse du Chili aux propos tenus par le Président de l'État
plurinational de Bolivie, Luis Arce, le 23 septembre 2021,
lors de la soixante-seizième session ordinaire
de l'Assemblée générale des Nations Unies**

Dans le discours qu'il a prononcé devant l'Assemblée générale des Nations Unies à sa soixante-seizième session, le Président de l'État plurinational de Bolivie a évoqué les relations bilatérales entre son pays et le Chili.

Dans l'exercice de son droit de réponse, ma délégation souhaite préciser que les commentaires du Président de l'État plurinational de Bolivie n'ont aucun fondement en droit ni dans l'arrêt de la Cour internationale de Justice en date du 1^{er} octobre 2018.

La République du Chili regrette qu'une instance multilatérale ait été utilisée pour aborder des questions qui relèvent exclusivement des relations bilatérales entre le Chili et la Bolivie et qui ne concernent en rien l'Assemblée générale des Nations Unies, laquelle n'a aucune compétence pour répondre aux aspirations exprimées par le Président Arce.

À cet égard, le Chili tient à indiquer ce qui suit :

Le Chili réaffirme que la Bolivie n'a pas le droit de réclamer un accès libre, souverain et utile à l'océan Pacifique ; ce droit auquel elle prétend ne lui a pas été octroyé par la Cour et n'a aucun fondement dans ses relations avec le Chili.

Le Chili rejette l'interprétation unilatérale d'un paragraphe isolé de l'arrêt cité par la Bolivie. La Cour internationale de Justice n'a aucunement appelé ni exhorté les parties à suivre une ligne de conduite spécifique. Au contraire, elle a rendu un arrêt qui reconnaît la liberté des États souverains de régler les questions qui les concernent dans leurs relations politiques avec d'autres États.

De même, en ce qui concerne le différend soumis par la Bolivie à la Cour, l'arrêt indique clairement que le Chili n'a pas et n'a jamais eu l'obligation de négocier l'accès souverain de la Bolivie à l'océan, et que cette revendication est dépourvue de tout fondement juridique.

La République du Chili tient à préciser que l'arrêt du 1^{er} octobre 2018 règle une bonne fois pour toutes le désaccord entre les deux États, et ne laisse subsister aucun différend en la matière.

En conclusion, le Gouvernement chilien appelle son homologue bolivien à privilégier une relation d'avenir constructive, qui tienne compte des intérêts réels et communs des deux peuples.

Le Chili rappelle qu'il s'est toujours montré disposé à entretenir avec la Bolivie les meilleures relations bilatérales qui soient, dans le plein respect du droit international et sur la base des traités existants. Cette volonté se manifeste dans l'attachement constant du Chili à promouvoir l'intégration par des actions concrètes et à définir une ligne d'action axée sur des projets concrets d'intérêt mutuel, tels que le dialogue bilatéral qui a repris avec le lancement d'une feuille de route le 30 avril dernier. Il est impératif de créer un espace de dialogue et de coopération bilatérale pour parvenir progressivement à une normalisation des relations entre nos pays.